Edito régional TerrA de Jean-Alain Divanac'h, Président de la FDSEA

11 Octobre 2019

REFORME DE LA PAC : N'ATTENDONS PAS POUR PRENDRE LE BON VIRAGE !

Nos collègues des Pays-Bas ont manifesté en nombre face aux velléités du gouvernement de diviser par deux le cheptel laitier pour lutter contre le changement climatique. Dans ce pays, où des députés sont issus du parti animaliste, les agriculteurs n'en peuvent plus de subir les attaques de leur métier. En France, le malaise agricole est tout aussi réel : quelle sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase ? Les Zones de Non Traitement aujourd'hui, et pourquoi pas demain l'interdiction de tous les phytos ? C'est un véritable tourbillon qui s'abat sur nous, sans que jamais nos FDSEA ne relâchent leur mobilisation pleine et entière. L'actualité brûlante ne doit pas pour autant nous détourner des sujets fondamentaux pour notre avenir, comme celui de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), qui va être remise en débat d'ici peu. Sous l'impulsion des États membres, l'Europe affiche désormais d'autres priorités que l'agriculture, comme la défense et la gestion des migrations. Alors que les défis posés (ou parfois imposés) aux agriculteurs français et européens n'ont jamais été aussi immenses, une diminution des moyens financiers consacrés à la politique agricole européenne serait évidemment insupportable.

Au-delà de la question budgétaire, le grand risque réside dans l'abandon du caractère Commun de la PAC. Les États membres doivent désormais proposer à la Commission des plans stratégiques nationaux qui, dans leur mise en œuvre, pourraient générer encore plus de distorsions de concurrence ! La France a maintes fois prouvé son potentiel hors norme en matière de surtranspositions...

Évitons d'ajouter des distorsions de concurrence au sein même de la France, en laissant une quelconque gestion des aides du 1er et du 2nd pilier aux régions. Ces dernières ont par contre toute légitimité pour apporter un soutien fort à l'économie des productions, et notamment à nos organisations collectives. Car, et c'est l'une des grandes nouveautés de la future réforme de la PAC, les États membres auront désormais la possibilité de flécher au moins 3 % du 1^{er} pilier pour des actions collectives menées par les Organisations de Producteurs (OP) et leurs Associations (encore faudra-t-il être reconnu en OP ou en AOP). C'est une opportunité supplémentaire de redonner du pouvoir aux producteurs, et c'est le sens que prend la PAC depuis maintenant quelques années. S'il y a un virage à prendre, n'attendons pas !

Au lieu de subir, approprions-nous les nouveautés pour que les évolutions de la PAC nous soient les plus favorables possibles. Nous qui sommes à la pointe de l'Europe, prouvons que nous pouvons être à la pointe dans l'organisation de nos productions pour reprendre notre place et notre part de valeur ajoutée dans les filières.